Non à la privatisation de la SNCF ! Le gouvernement Macron-Philippe doit céder !

Dans une interview accordée au Parisien, le Premier ministre Edouard Philippe a déclaré : « Dès le 26 février, lors de ma première déclaration sur la SNCF, j'ai dit qu'il y avait des sujets qui n'étaient pas négociables : l'ouverture à la concurrence, la réorganisation de l'entreprise et la fin du recrutement au statut. Nous n'y reviendrons pas. »

Le 9 avril, les cheminots massivement en grève avec leurs syndicats ont réaffirmé qu'il faudra bien pourtant que le gouvernement y revienne, c'est-à-dire qu'il retire son plan de privatisation de la SNCF.

Le témoignage de cet ancien salarié sous statut SNCF de Ouibus prouve qu'ils ont raison !

« J'ai été embauché à la SNCF en CDI, en tant que conducteur d'autocar sur grande distance, nationale et internationale. C'est un projet qui a été créé par le gouvernement et la SNCF pour exploiter le marché du transport, en sortant du rail. Un jour, on nous a dit : "On va ouvrir le marché de l'autocar en France à la concurrence, supprimer le monopole de la SNCF et faire entrer des opérateurs privés. Mais ne vous inquiétez pas, ce n'est pas dangereux pour vous. Vous êtes des salariés de la SNCF. Vous avez des CDI, un statut." C'est exactement ce qu'on dit aujourd'hui aux cheminots. Pourtant, la privatisation des services et des lignes a commencé. Un nombre de plus en plus limité de lignes ont été exploitées par la SNCF. On nous a alors dit : "Les recrutements SNCF sont complètement gelés, les projets à venir seront traités avec les sous-traitants, mais vous vous êtes là et resterez là, ne craignez rien. »

Puis, la sous-traitance a gagné toutes les lignes jusqu'à l'étape de la franchise : les concurrents sont entrés dans le capital de la SNCF en disant : "Écoutez, je mets tant de millions d'euros dans le capital de la SNCF, et je deviens franchisé, je fais partie de la maison. " La SNCF nous a alors proposé d'aller travailler en franchise avec telle ou telle entreprise privée, sur la base du volontariat.

On a dit qu'on n'était pas volontaires. Alors, on nous a proposé de l'argent : 4 000 euros... puis 6 000 euros. On leur a dit : "Non, ce n'est pas de l'argent qu'on veut. On veut la garantie de l'emploi. " Ils nous ont répondu : "Ne vous inquiétez pas. Vous partez dans le privé, mais c'est un transfert d'activité, de contrat. Évidemment, vous ne serez plus salariés de la SNCF, mais du sous-traitant privé. Mais on vous garantit un maintien du salaire pendant... 15 mois. " C'est la loi. C'est ce qu'ils disent aux cheminots aujourd'hui : "Ne vous inquiétez pas. Il y aura des opportunités de transfert d'activité. On vous garantit le maintien du statut, etc." C'est complètement faux !

Nous avons à nouveau refusé. Ils ont donc voulu passer en force : on a reçu des courriers recommandés disant : "A partir de telle date, votre activité passe à un autocariste privé. Vous acceptez ou vous êtes licencié tout de suite. "

Nous avons été licenciés pour faute grave, c'est-à-dire jetés par la SNCF et par l'entreprise privée, parce qu'on n'a pas accepté les nouvelles conditions de travail. On est tous actuellement au chômage ou dans la précarité totale.

Nous avons constitué nos dossiers pour les Prud'hommes. »

C'est la même chose que le gouvernement veut faire aujourd'hui avec les cheminots !

Dans l'épreuve de force qui s'engage, il revient au mouvement ouvrier de se ranger en bloc du côté des cheminots : c'est-à-dire de rompre avec une politique de concertation qui ne sert que le gouvernement.

Vive la grève des cheminots ! Le gouvernement doit céder : retrait du plan Macron-Spinetta !

Le POID est partie prenante de l'organisation de la manifestation nationale « *Macron, un an, ça suffit !* » appelée, le 13 mai prochain, par le Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République (place de la République, à Paris, à 14 heures).

Tous dans la rue le 13 mai !

Lisez toutes les informations concernant la grève des cheminots dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

Je prends contact avec le POID.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr

ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.